

Booster la production locale du riz pour le renforcement de la sécurité alimentaire au Nord Cameroun

Original submitted in on 8th October 2014. Published online at www.m.elewa.org on 31st October 2014.
<http://dx.doi.org/10.4314/jab.v82i1.5>

RESUME

Contexte et objectif : Le riz occupe une place importante dans la sécurité alimentaire des populations rurales et urbaines du Nord Cameroun. Dans un contexte socio-économique en pleine mutation, cet article est une contribution à la réflexion sur le rôle du riz au renforcement de la sécurité alimentaire au Nord Cameroun et propose des actions à mener pour accroître la production du riz.

Méthodologie et Résultats : L'analyse met en évidence le rôle déterminant du riz dans l'alimentation des populations. En effet, le riz fait actuellement partie des aliments de base des populations du fait des changements des habitudes alimentaires et de son accès facile dans les marchés. Cependant, la demande intérieure en riz est en constante progression et de loin supérieure à l'offre nationale actuelle. Près de 2/3 de la production nationale provient du Nord Cameroun. Des stratégies adoptées jusque là n'ont pas permis d'inverser les tendances. Bien que ce déficit soit comblé par les importations du riz, nous pensons qu'une production locale plus importante aura des effets induits sur l'économie locale.

Conclusion et application de résultats: Face à l'enjeu du riz dans l'alimentation des populations, il y a une nécessité urgente de booster la production locale du riz afin de renforcer la sécurité alimentaire. Pour ce faire, des actions fortes méritent d'être menées concrètement sur le terrain : une meilleure organisation de la filière riz ; une recherche rizicole plus dynamique ; une amélioration de la productivité et de la compétitivité du riz local ; un appui institutionnel plus poussé et un financement des acteurs de la filière.

Mots clés : Sécurité alimentaire ; filière riz ; consommation ; revenus ; Nord Cameroun

Improving local rice production to improve food security in northern Cameroon

ABSTRACT

Context and objective: Rice plays a paramount role as diet in both rural and urban areas this article is a contribution to the discussion on the role of rice in strengthening food security in northern Cameroon, and suggests actions for increasing rice production.

Methodology and Results: The analysis highlights the key role of cereals in general and rice in particular as food source. Indeed, rice is currently is part of a staple food of the population due to changes in eating habits and easy access to the markets. However, domestic demand for rice is growing steadily and far higher than the current supply. Despite the fact that production remains low, all most 2/3 of the national production comes from Northern Cameroon. Actions carried out so far have failed to raise the slope.

Although this gap is filled by imports of rice, we believe that increasing local production will have knock-on effects on the local economy.

Conclusion and application of results: Facing the challenge of rice as a major part of the diet of the population, there is an urgent need for improving local rice production to enhance food security. To do this: better organization of the rice sector, more dynamic researches on rice, improving local rice productivity and competitiveness, strong institutional backstopping and further financing support for stakeholders in rice production sector.

Keywords: Food Security; rice sector; consumption; income; Northern Cameroon

INTRODUCTION

Le riz est l'aliment de base de plus de la moitié de la population mondiale. Il polarise les activités de près d'un milliard de personnes dans les zones rurales des pays en développement. L'essentiel de la production mondiale du riz, soit plus de 90%, provient d'Asie. Elle tourne aujourd'hui autour de 700 millions de tonnes par an, dont seulement 6% sont échangés sur le marché mondial. L'instabilité des cours mondiaux des produits de premières nécessités et la hausse tendancielle des prix et des dynamiques de productions diverses constituent un risque majeur pour les pays les plus vulnérables comme ceux de l'Afrique de l'Ouest qui sont devenus de plus en plus dépendants des importations de riz (MINADER, 2009 ; Africarice, 2012). Après des décennies de « baisse tendancielle des cours des matières premières agricoles », généralement présentée comme une tendance lourde de l'économie mondiale et un handicap majeur au développement des pays les plus pauvres, encore largement agricoles, on aimerait penser que l'envolée des prix internationaux constitue une opportunité pour les Pays Moins Avancés dans la quête du premier objectif du millénaire. Ce point de vue était largement répandu au début de la crise. Cependant, pour les pays importateurs de denrées alimentaires comme pour les ménages acheteurs-nets, la flambée des prix signifie celle de la facture alimentaire et pose le problème de son financement. Dès le début de la crise, la FAO a tiré la sonnette d'alarme, soulignant les impacts négatifs de la croissance des prix pour les ménages pauvres. Les diverses manifestations contre la vie chère, au cours des premiers mois de 2008, très vite baptisées « émeutes de la faim » par l'ensemble des médias, soulignent l'acuité de

ces problèmes (Gerard *et al.*, 2008 ; Galtier et Vindel, 2012). La forte demande alimentaire mondiale occasionnée par la croissance soutenue des pays asiatiques, la flambée des cours du pétrole et son instabilité s'est traduite par une disponibilité moindre et un renchérissement des prix des céréales sur les marchés internationaux. En effet, les stocks mondiaux ont connu leur niveau le plus bas depuis 25 ans. Il s'en est suivi la crise de la « vie chère » qui s'est exprimée par des remous sociaux au Cameroun durant le premier trimestre de l'année 2008. Malgré la baisse conjoncturelle actuelle des cours du pétrole, la plupart des analystes estiment que les prix des céréales resteront encore longtemps à des niveaux élevés (MINEPAT, 2008 ; MINADER, 2009 ; Galtier et Vindel, 2012). Face à cette situation, le Conseil des Ministres des États membres du Centre de riziculture pour l'Afrique de l'Ouest tenu à Abuja en septembre 2007 a tiré sur la sonnette d'alarme en attirant l'attention de la communauté internationale sur le fait que le continent africain bien que n'abritant que 12% de la population mondiale, absorbe cependant 32% des importations mondiales de riz, et connaît par ailleurs, un taux de croissance élevé de sa consommation de 4,5% par an. Il a en outre informé qu'en Afrique centrale, les importations de riz se sont multipliées par 14 entre 1961 et 2007 passant de 32 100 à 470 974 tonnes alors que la production céréalière par habitant a régressé de 157 à 84,9 kg. Le Conseil a préconisé qu'un programme spécial soit urgemment mis en œuvre. Au Cameroun, Le riz fait actuellement partie des aliments de base des populations rurales et urbaines du Cameroun. La demande nationale a été estimée en 2009 à 300 000 tonnes

essentiellement couvertes par des importations (MINEPAT, 2008). Au Nord Cameroun, des crises alimentaires cycliques affectent les efforts de développement et contribuent à la paupérisation des individus, contraints de décapitaliser pour survivre, et de leurs organisations (Folefack *et al.*, 2014). Dans cette région, le problème d'insécurité alimentaire est chronique et récurrent. Mais, la culture cotonnière a joué un rôle primordial dans la transformation agricole et par ricochet sur la sécurité alimentaire, du fait de la forte corrélation entre la hausse de la production cotonnière et la production céréalière (SODECOTON, 1999 ; Wambo *et al.*, 2003. Devezé, 2006 ; Folefack, 2009). Le riz représente l'un des principaux aliments de base et de ce fait, il est garant de la sécurité alimentaire et constitue un apport calorique garanti des populations. En effet, d'après dernière enquête de consommation auprès des ménages (ECAM 3, 2008), la consommation moyenne de riz par tête d'habitant au Cameroun en 2007 était de 11 180 FCFA en milieu urbain pour les villes de plus de 50 000 habitants ; 5 817 FCFA en milieu rural et 7 709 FCFA de moyenne nationale. L'importance stratégique de cette céréale explique largement le grand nombre d'interventions des pouvoirs publics sur ce secteur, ce qui explique que ce marché agricole est caractérisé par un grand nombre de distorsion, d'aides, de barrières et de subventions (MINADER, 2009). Cependant, la filière riz est celle pour laquelle le pays connaît une forte dépendance des marchés internationaux, alors que paradoxalement les potentialités de production intérieures sont considérables. Il existe en particulier, des conditions naturelles favorables qui sont encore peu exploitées. En effet, la culture du riz peut se faire dans presque toutes les régions naturelles du Cameroun. Par ailleurs, les populations locales ont

une vieille culture de production du riz. C'est le cas des populations des régions du Grand Nord, du Nord-Ouest et de l'Ouest (MINADER, 2009).

Depuis la crise alimentaire de 2008, la filière riz est portée au centre des politiques agricoles. De ce fait, les enjeux de la culture du riz sont cernés en termes de sécurité alimentaire et de création de richesses. Le développement de la filière riz peut devenir un moteur de croissance économique pour le continent et contribuer ainsi à éliminer l'extrême pauvreté et l'insécurité alimentaire et à améliorer le bien-être des populations pauvres (MINEPAT, 2009). Le développement du secteur rizicole aura un impact considérable sur la compétitivité des économies locales et réduira les importations du riz qui ne cesse d'augmenter au cours de ces dernières années (ECAM 3, 2008 ; Awono et Havard en 2011). Face à l'enjeu du riz dans la sécurité alimentaire, le gouvernement camerounais à travers le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural a défini en 2009 des orientations stratégiques contenu dans la stratégie nationale de développement de la riziculture camerounaise (MINADER, 2009). Ces axes stratégiques sont entre autres : la réhabilitation des périmètres irrigués ; l'aménagement des bas-fonds et des plaines inondables ; l'introduction de la riziculture autour des futurs barrages et la diversification des systèmes de production avec un accent particulier sur la riziculture pluviale et de bas-fond, notamment dans les zones méridionales à fort potentiel rizicole. Dans ce contexte en pleine mutation et face à la dépendance des importations du riz pour satisfaire la demande nationale en riz, cet article est une contribution à la réflexion sur le rôle que pourrait jouer le riz dans le renforcement de la sécurité alimentaire au Nord Cameroun. Il propose aussi des actions à mener pour booster la production locale du riz au Nord Cameroun.

MATERIELS ET METHODES

Cette analyse est réalisée à partir d'une synthèse bibliographique faite sur la filière riz en Afrique et au Cameroun. Notre zone d'étude est le Nord Cameroun, principalement la région de l'Extrême Nord. Cette zone est choisie, car, elle fournit environ 2/3 du riz produit au Cameroun (MINEPAT, 2009). En zone sahélienne

du Nord Cameroun, le problème d'insécurité alimentaire est chronique et récurrent. Le déficit céréalier s'est accru ces dernières années par une combinaison de l'augmentation de la population, et de la variabilité inter annuelle des productions vivrières dues aux aléas climatiques, et plus récemment de la

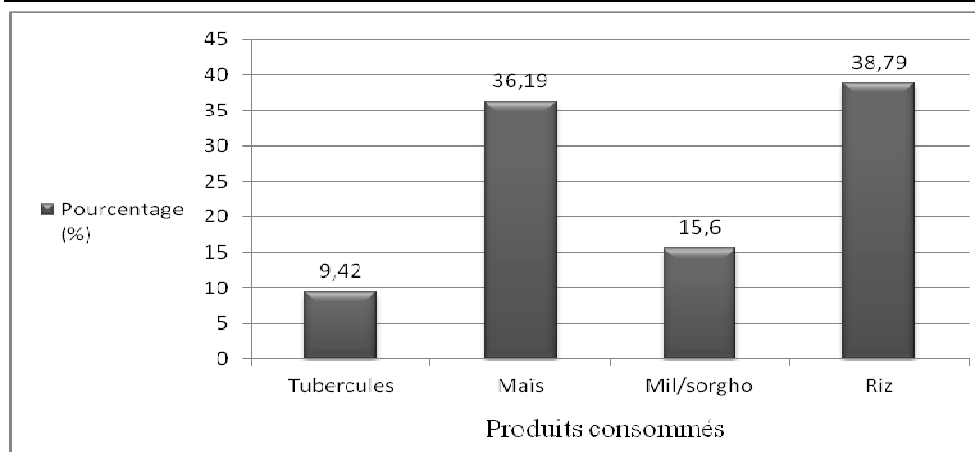
crise cotonnière. Pour mieux orienter nos analyses, il est utile tout d'abord d'apporter des éclairages sur les concepts clés utilisés dans cet article. La notion d'insécurité alimentaire a considérablement évolué depuis le Sommet mondial de l'alimentation qui s'est tenu à Rome en 1974. Au début, l'insécurité alimentaire était considérée comme une défaillance (temporaire) dans les approvisionnements alimentaires au niveau global, notamment au niveau de la production nationale, causée par une catastrophe naturelle comme la sécheresse ou les inondations. Cette évolution a mené, depuis les années 1970, à de nouvelles définitions de la notion de sécurité alimentaire. Selon la FAO en 1983, on parle de sécurité alimentaire quand toutes les personnes ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. La sécurité alimentaire des ménages correspond à l'application de ce concept au niveau de la famille, les individus qui composent le ménage étant le centre d'attention. La Banque Mondiale (1986) l'a définie en ces termes : accès par tous et tout moment aux denrées alimentaires nécessaires pour mener une vie saine et active. Selon ces définitions, les problèmes d'accès aux denrées suffisantes sont désignés sous le terme d'insécurité alimentaire. On fait généralement le distinguo entre l'insécurité alimentaire chronique et l'insécurité alimentaire passagère, c'est-à-dire la défaillance permanente par rapport à la défaillance temporaire des modes d'accès aux denrées

alimentaires nécessaires. La vulnérabilité à l'insécurité alimentaire peut être définie comme le risque encouru ou la fragilité à laquelle on s'expose en cas de perte soudaine de revenus ou de non accès à la nourriture, ce qui peut précipiter une crise alimentaire en l'absence d'interventions compensatoires. En général, cette fragilité se réfère aux risques de sous-alimentation, qu'ils soient de nature biologique, socioéconomique, politique ou environnementale. On distingue donc plusieurs catégories de groupes vulnérables. Les groupes biologiquement vulnérables correspondent aux personnes qui, en raison de leur état physiologique, courent un très haut risque de souffrir de malnutrition. On citera par exemple les femmes enceintes ou allaitantes, et les très jeunes enfants de 6 à 36 mois dans leur période de sevrage. Les groupes socio économiquement vulnérables comprennent les personnes qui, sujettes à la pauvreté en raison de la médiocrité de leur condition socioéconomique, n'ont pas suffisamment accès à une nourriture de qualité. On trouve dans ce groupe des paysans démunis, et les pauvres des zones urbaines dont la survie dépend d'activités relevant du secteur informel. Les groupes politiquement vulnérables sont ceux qui, pour raison de guerres ou autres conflits sociaux, n'ont pas suffisamment accès la nourriture. Enfin, les groupes écologiquement vulnérables sont ceux qui vivent dans des espaces marginaux caractérisés par un manque de ressources naturelles ou enclins aux catastrophes naturelles comme la sécheresse ou les inondations. Il faut cependant rappeler que ces différents types de vulnérabilité tendent à se chevaucher.

RESULTATS ET DISCUSSION

Importance du riz dans la consommation alimentaire au nord Cameroun : Au Nord-Cameroun, les céréales constituent la base de l'alimentation : sorgho pluvial, sorgho jaune, maïs, riz. L'étude menée par Temple *et al* (2009) à partir des coefficients budgétaires (% de la dépense alimentaire pour un produit) montre l'orientation céréalière du modèle alimentaire du Nord-Cameroun (90% des dépenses alimentaires portent sur les céréales et 10% pour les racines, tubercules et féculents peu cultivés). Parmi ces céréales, le riz joue un rôle central dans la sécurité alimentaire des catégories les plus pauvres des populations rurales et urbaines, du fait de la facilité et des faibles coûts de sa préparation, des prix bas et de

la régularité de l'approvisionnement (souvent grâce aux importations), le riz est devenu une denrée de consommation courante pour les tranches de la population urbaine. Selon Temple *et al* (2009), l'analyse des groupes de produits révèle cependant de profondes disparités. Le riz représente 38,79% de la structure, suivi du maïs, 36,19%, du mil/sorgho, 15,60%. Le riz est l'aliment de base de 78% des ménages, et se consomme en moyenne 1 jour sur 2. Sa consommation est cependant plus importante à Ngaoundéré et Garoua qu'à Maroua, et est plus portée par les ménages à revenu mensuel moyen, et de taille relativement importante (7-15 personnes).



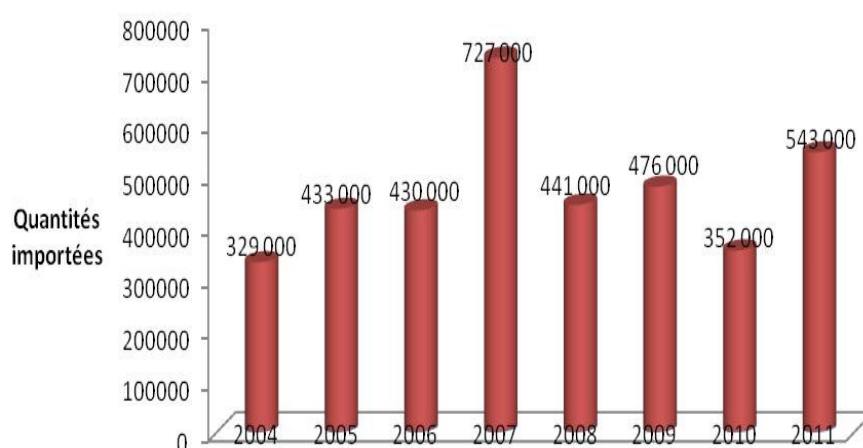
Source : Fofiri *et al.*, 2008

Figure 1. Structure de la consommation urbaine des bases alimentaires au Nord-Cameroun (2007).

Le riz fait actuellement partie des aliments de base des populations rurales et urbaines du Cameroun. La demande nationale, en nette progression, a été estimée en 2009 à 300 000 tonnes essentiellement couvertes par des importations. En effet, d'après la dernière enquête de consommation auprès des ménages (ECAM 3, 2008), la consommation moyenne annuelle de riz par tête d'habitant au Cameroun en 2007 était de 11 180 FCFA en milieu urbain pour les villes de plus de 50 000 habitants ; 5 817 FCFA en milieu rural et 7 709 FCFA de moyenne nationale. En considérant un prix de vente moyen de 300 FCFA/kg, cette consommation serait de 37,3 kg en milieu urbain, 19,4 kg en milieu rural et 25,7 kg par habitant en an. Outre ces statistiques sur la consommation nationale par habitant

du riz, en absence des données, il est difficile de donner des statistiques fiables sur la situation du Nord Cameroun, bien que la consommation du riz représente environ 38% des produits consommés dans le ménage.

Une offre nationale du riz très faible face aux importations : Le Cameroun dispose de 240 000 hectares de surfaces arables disponibles pour la culture de riz, mais à peine 25 000 ha sont aménagés. 13 000 ha pour la SEMRY et le reste repartis entre les autres possibilités de production à Ndop, Santchou, Nanga Eboko, Kousseri, et Lagdo. Il est donc nécessaire de recourir aux importations pour satisfaire la demande estimée à près de 500 000 tonnes par an en 2013. Sur les marchés, le riz camerounais est inexistant, laissant la part belle au riz thaïlandais, vietnamien et autres.



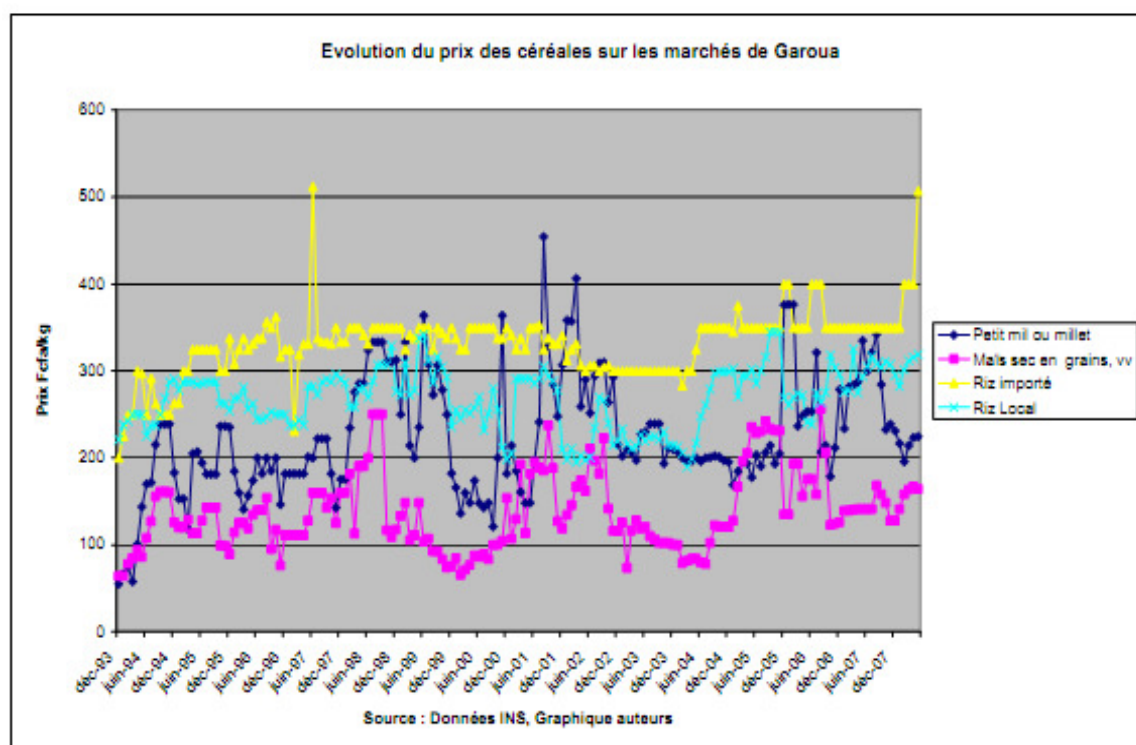
Source : ACDIC, 2011

Figure 2. Évolution en tonnes des importations de riz au Cameroun (2004-2011).

Le volume des importations annuelles de riz, qui ont connu une tendance lourde à l'accroissement du fait de

l'évolution des habitudes alimentaires en milieu urbain et des possibilités limitées d'accroissement de la

production nationale de riz, devrait se stabiliser autour de 600 000 tonnes selon certains experts.

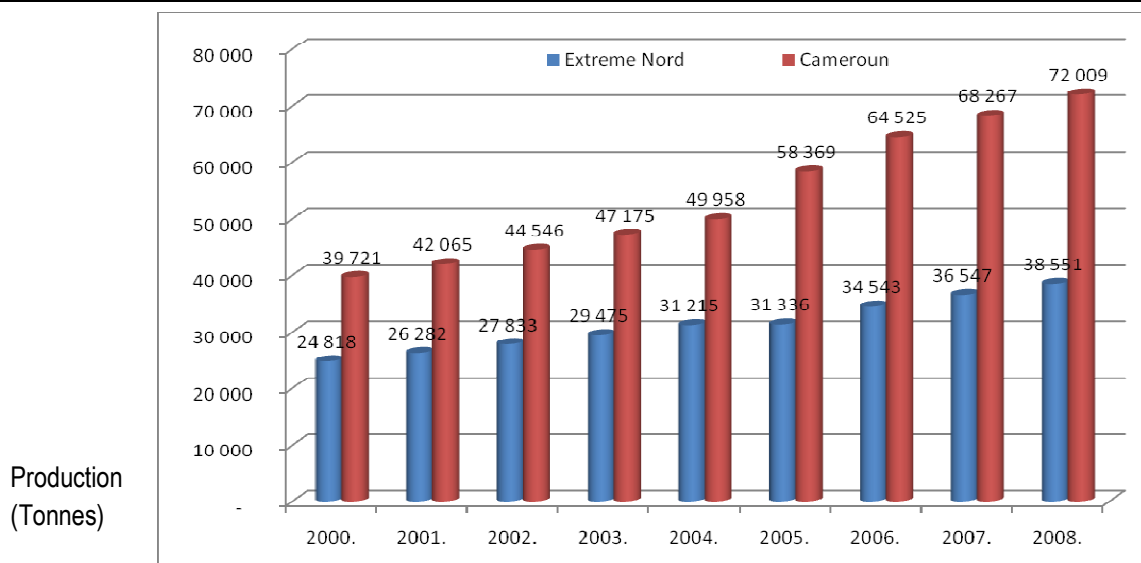


Source : Temple *et al*, 2009

Figure 3. Évolution du prix des céréales sur les marchés de Garoua (2003-2007).

Cette demande en forte progression est de loin supérieure à l'offre nationale qui est estimée à 100 000 tonnes de paddy, soit à peine 20% de la demande. La grande partie de cette production provient des périmètres irrigués des provinces du Nord-Ouest et de l'Extrême Nord, éloignés des grands centres de consommation du Sud du pays (Yaoundé et Douala). Selon MINEPAT (2009), elle occupe quelques 145 000 exploitants agricoles. Elle est en grande partie absorbée par les pays voisins (Nigeria, Tchad, RCA).

En absence de statistique fiable, il n'a pas été possible de présenter ici une évolution de l'offre nationale du riz au Cameroun et dans la région. Dans la région de l'Extrême Nord qui produit environ les 2/3 du riz du pays, on estime à 180 000 le nombre de personnes vivant directement des activités rizicoles dont 27 000 ménages et 3 000 autres acteurs (ouvriers agricoles, commerçants, détaillants, transporteurs, décortiqueuses, fournisseurs d'intrants, vendeurs d'emballage.).



Source : MINADER, 2009

Figure 4 : Évolution de la production nationale du riz au Cameroun

Nécessité de booster la production du riz pour le renforcement de la sécurité alimentaire des populations : Fort de ce constat, il y a une nécessité de booster la production du riz pour le renforcement de la sécurité alimentaire des populations. Le MINADER en 2009 dans son document de relance de la filière riz au Cameroun propose les orientations stratégiques suivantes :

- la réhabilitation des périmètres irrigués ;
- l'aménagement des bas-fonds et des plaines inondables ;
- l'introduction de la riziculture autour des futurs barrages et
- la diversification des systèmes de production avec un accent particulier sur la riziculture pluviale et de bas-fond, notamment dans les zones méridionales à fort potentiel rizicole.

Nous pensons qu'en plus d'autres actions fortes méritent d'être prise à savoir :

Une recherche rizicole plus dynamique : Le désintérêt général pour l'agriculture observé dans les années 1990 a donné lieu à un manque criard de capacités à tous les niveaux de la chaîne de valeur

rizicole, de même qu'à une négligence flagrante de la recherche agricole et des capacités de vulgarisation. Des recherches ponctuelles sont menées par des centres de recherche. Mais, il faut reconnaître que les capacités de recherche rizicole sont très limitées. Il existe une insuffisance de compétences dans toutes les principales disciplines relevant des sciences rizicoles, de la sélection variétale à l'économie des politiques. Il existe un besoin réel d'amélioration de l'accessibilité aux informations rizicoles et d'infrastructures opérationnelles pour le recherche développement, et de la création d'une masse critique importante de chercheurs formés et d'agents de vulgarisation du secteur public, privé et des ONG. Nous pensons, qu'il y a donc une nécessité de redynamiser la recherche agronomique sur le riz qui porte pour : la génération de connaissances et de technologies et leur expérimentation, la formation des acteurs au développement (techniciens de la recherche et de la vulgarisation, producteurs semenciers,...), l'élaboration de supports pédagogiques et la production de pré-bases.



Photo 1 : Essai des variétés NERICA à haut rendement à Maroua

La promotion des investissements dans les technologies améliorées de transformation : Au Nord Cameroun, une partie de la production du riz est absorbée par les pays voisins. Ceci est en partie dû au manque d'unités de transformation dans les zones de production. La promotion de l'investissement privé dans des technologies de transformations efficaces du riz, telles que les « mini-rizeries » avec fonction intégrée d'épierrage, de polissage et de triage du riz de qualité vont certainement stimuler le développement de la chaîne de valeur du riz local. On estime que les investissements publics dans les technologies modernes de transformation du riz devront inclure des mécanismes qui incitent les transformateurs à optimiser leurs technologies, telle que l'importation en franchise de droit d'équipements de transformation, les incitations fiscales ou l'accès aux financements. Alors que la production de paddy augmente, il existe un besoin urgent de produire du riz blanchi de qualité qui concurrence les normes de qualité du riz importé. Toutefois, l'objectif n'est pas de répéter les politiques agricoles mal orientées du passé qui consistaient à exploiter des rizeries industrielles à grande échelle. En revanche, il s'agit de promouvoir les technologies modernes de transformation qui sont en mesure de produire du riz de qualité en grande quantités, notamment des rizeries de moyenne capacité pour les centres urbains et des « mini rizeries » pour les zones rurales.

Un financement des acteurs de la chaîne de valeur du riz local : L'absence d'un système de crédit approprié constitue un goulot d'étranglement majeur

dans le développement d'une chaîne de valeur bien intégrée pour la production de riz local. Les investissements en capital fixe dans les technologies améliorées de transformation, les magasins de stockage et les équipements agricoles nécessitent un financement sur le long terme comparé aux besoins de financement à court terme des crédits pour la production de paddy. Du fait de l'inexistence des infrastructures de stockage, il y a une nécessité d'investissement pour la construction d'infrastructures de stockage (dépôts). Pour cela des financements subséquents sont nécessaires pour des structures pouvant garantir le stockage des quantités importantes et la qualité du riz. Dans les marchés urbains au nord Cameroun, le riz produit localement est rare du fait que les producteurs vendent toute leur production aux acheteurs nigériens. Des investissements devront être faits dans le développement de systèmes de stockage efficaces. Des mesures incitatives devraient être données aux usiniers pour faciliter leur accès aux financements pour obtenir l'investissement et le fond de roulement nécessaire pour acquérir et stocker du paddy et du riz blanc. Des mécanismes de financement adéquats et des infrastructures pour la commercialisation de riz devraient être étendus aux grossistes de riz local.

Irrigation et investissements dans les technologies de régulation des eaux : Pour la réduction et l'économie de l'eau d'irrigation à la parcelle, un certain nombre de techniques et de mesures sont en cours et/ou sont prévues par des initiatives nationales dans

les aménagements hydro agricoles. Elles concernent les axes suivants :

- réhabiliter les ouvrages existants et non fonctionnels ;
- améliorer l'efficacité : revêtement des canaux, amélioration des techniques et pratiques d'irrigation à la parcelle ;
- améliorer la distribution de l'eau ;
- optimiser le calage des systèmes de culture en hivernage et en contre saison ;
- regrouper les parcelles de contre saison en amont des canaux de manière à limiter les pertes d'eau et gérer et réutiliser les eaux de drainage.

Accès aux innovations techniques et connaissances professionnelles : La mise au point de variétés améliorées adaptées aux conditions socio-économiques et agro-écologiques et à haut potentiel de production. Pour accroître les innovations techniques, il faut :

- capitaliser les acquis de recherche pour améliorer le savoir et le savoir-faire des acteurs de la filière ;
- renforcer les capacités matérielles et financières des structures de recherche à générer les innovations technologiques relatives à la riziculture (amélioration variétale, mise au point des spécifications techniques en terme de fertilisation et de traitement phytosanitaire etc.) ;
- renforcer les capacités matérielles et financières des services de vulgarisation et d'organisation des producteurs pour la diffusion des technologies générées et leur adoption par les producteurs ;
- favoriser la diffusion et la distribution du riz NERICA et d'autres variétés améliorées de riz.

CONCLUSION

Le riz, principale céréale destinée à la consommation alimentaire représente l'aliment de base de plus d'une population. Il joue un rôle central dans la sécurité alimentaire des catégories les plus pauvres des populations rurales et urbaines. Dans un contexte socio-économique en pleine mutation, cet article est une contribution à la réflexion sur le rôle de la filière riz au renforcement de la sécurité alimentaire au Nord Cameroun. L'analyse de l'évolution de la consommation alimentaire urbaine au Nord-Cameroun confirme la prépondérance du modèle basé sur les céréales et notamment du riz, en même temps qu'elle révèle des formes d'adaptation des ménages axées sur

Opérations post-récoltes et commercialisation du riz

: Une amélioration de la qualité du riz local suppose des actions combinées au niveau de la production, du stockage et de la transformation avec un appui conséquent des structures de recherche et de conseil/formation. Le sous secteur de la transformation a un rôle important à jouer dans l'amélioration de la compétitivité du riz. Le matériel post-récolte est surtout composé de rizeries, de batteuses et de décortiqueuses. Le décortiquage doit être effectué soit par des décortiqueuses qui interviennent sur les marchés de gros, soit par des unités mobiles. Ces dernières offrent le double avantage de rendre possible le décortiquage bord champ d'une part, et l'accès facile aux zones les plus enclavées, d'autre part.

En matière de commercialisation, des circuits doivent être identifiés (marchés de production ou de collecte, marchés de gros, marchés de regroupements, marchés de consommation) impliquant les acteurs clés pour éviter aux producteurs de liquider leurs récoltes tout en relevant le niveau des stocks excédentaires de riz.

Organisation des producteurs, transformateurs et commerçants

: Les producteurs du riz sont organisés et structurés à divers niveaux depuis le village jusqu'au plan national. L'organisation des riziculteurs en groupements leur facilite l'accès à certains services et prestations (crédits, formation, prestations de services en matière de labour, etc.). En ce qui concerne les transformateurs et les commerçants du riz, ils ne disposent pas pour le moment de la même organisation telle qu'observée au niveau des producteurs. Il s'agira dans le cadre de la stratégie de renforcer les capacités organisationnelles, techniques et financières des producteurs, des transformateurs et des commerçants.

les disponibilités des produits de consommation courante sur les marchés locaux. Le riz a intégré les habitudes alimentaires des populations locales. Le riz est l'aliment de base de 78% des ménages. La demande nationale a été estimée à 300 000 tonnes essentiellement couvertes par des importations. Car, la production nationale du riz est évaluée seulement à 100 000 tonnes de paddy. En effet, la grande partie de la production locale provenant de la région de l'Extrême Nord est absorbée par les pays voisins, notamment le Nigeria. L'accroissement rapide des importations du riz et la dépendance alimentaire des populations vis-à-vis du riz exigent que pour le renforcement de la

sécurité alimentaire, il y a une nécessité de relancer la production locale du riz. Ainsi, les pouvoirs publics à travers le MINADER dans son document de relance de la filière riz au Cameroun fait mention des orientations stratégiques à savoir : la réhabilitation des périmètres irrigués ; l'aménagement des bas-fonds et des plaines inondables ; l'introduction de la riziculture autour des futurs barrages et la diversification des systèmes de production avec un accent particulier sur la riziculture pluviale et de bas-fond, notamment dans les zones

méridionales à fort potentiel rizicole. Nous pensons qu'il faudra adjoindre des d'autres points importants à savoir : une meilleure organisation de la filière riz ; une recherche rizicole plus dynamique ; une amélioration de la productivité et de la compétitivité du riz local ; un appui institutionnel plus poussé et un financement des acteurs de la filière. Ces actions et bien d'autres s'avèrent nécessaire pour la redynamisation de la filière riz au Cameroun.

REFERENCES

- ACDIC, 2011. Données statistiques des importations des produits et aliments de base de 2004 à 2011. ACDIC, Yaoundé, Cameroun.
- AfricaRice, 2011. Acquis de la crise rizicole : politiques pour la sécurité alimentaire en Afrique. Cotonou, Bénin: ii+26 pp.
- AfricaRice, 2012. Redynamisation du secteur rizicole en Afrique : une stratégie de recherche pour le développement 2011-2020. Cotonou, Bénin: ii+77 pp.
- Awono C. et Havard M, 2011. Le rôle des importations dans la consommation alimentaire au Cameroun. Québec, Canada: Université de Sherbrooke, Working paper 11-02.
- Banque Mondiale, 1986. La pauvreté et la faim : La sécurité alimentaire dans les pays en développement. Problèmes et options. Washington DC, Banque Mondiale. 1986.
- Devèze JC, 2006. Le coton, moteur du développement et facteur de stabilité du Cameroun du Nord ? *Afrique contemporaine*. N° 217 2006/1, p. 107 à 120.
- ECAM3, 2008. Tendances, profil et déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001-2007, Institut National de la Statistique, Yaoundé, Cameroun.
- Fofiri NJ, Ndamé JP, Temple L, Ndjouenkeu R, Kamdem SM, 2008. Croissance urbaine et innovations dans les filières vivrières: Cas du maïs et du niébé dans les savanes du Cameroun. In 2èmes journées de recherches en sciences sociales INRA SFER CIRAD, 11 et 12 décembre 2008 – LILLE, France.
- Folefack DP, Bakwowi NJ, Kpade CP, 2014. La crise de la filière cotonnière et sécurité alimentaire au Nord Cameroun. *Journal of Applied Biosciences*, 75: 6221– 6231.
- Folefack DP, Klassou C, Enam J, 2009. Price adjustments to cotton crisis in Cameroon: Factors and consequences of farmers' adaptations. *Life Sciences International Journal, Special edition on cotton policies*. 89-99.
- Galtier F et Vindel B., 2012. Gérer l'instabilité des prix alimentaires dans les pays en développement. Une analyse critique des stratégies et des instruments. A savoir N°17, CIRAD, AFD. France.
- Gerard F, Dorin B, Beliere JF, Dairra A, Keita SM, Dury S, 2008. Flambée des prix alimentaires internationaux opportunité ou désastre pour les populations les plus pauvres, Working paper MOISA n°8, CIRAD, Montpellier.
- Janin P, 2010. La lutte contre l'insécurité alimentaire au Sahel: permanence des questionnements et évolution des approches. *Cahiers d'Agricultures*, vol 19 N°3 : 177-82. DOI : 10.1684/agr.2010.0393.
- Ministère de l'agriculture, 2009. Stratégie nationale de développement de la riziculture au Mali. Mali, 29 p.
- MINADER, 2009. Stratégie nationale de développement de la riziculture au Cameroun. Mouture III. Yaoundé. 21 p.
- MINEPAT, 2008. Autosuffisance et sécurité alimentaires au Cameroun : Une analyse basée sur la flambée des prix des Produits alimentaires de première nécessité. MINEPAT, Comité de pilotage du développement rural. Yaoundé, Cameroun. 55 p.
- SODECOTON, 2009. Note semestrielle d'information campagne 2008/2009, Juin 2009, 86 p.
- Temple L, Fofiri NE, Ndamé JP, Ndjouenkeu R, 2009. Impacts de la croissance urbaine sur l'innovation dans les filières vivrières du Nord Cameroun. In L. Seiny-Boukar, P. Boumard (éditeurs scientifiques), 2010 *Actes du colloque « Savanes africaines en*

- développement : innover pour durer », 20-23 avril 2009, Garoua, Cameroun. PRASAC, N'Djaména, Tchad; CIRAD, Montpellier, France, cédérom.
- Wambo YAH, Havard M, Njoya A, 2003. Développer l'agriculture irriguée pour consolider la sécurité alimentaire au Nord-Cameroun. In Jamin J.Y., Seiny Boukar L., Floret C (éditeurs scientifiques). *Savanes africaines : des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis*. Actes du colloque, 27-30 mai 2002, Garoua, Cameroun. N'Djaména, Tchad, Prasac, CD-ROM. <http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/14/30/22/PDF/T532Wambo.pdf>